

Exigeons un plan d'urgence !

Derrière son slogan d'une voie professionnelle « *d'excellence et d'avenir* » Jean-Michel Blanquer poursuit, avec entêtement, le démantèlement de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Son mépris s'est particulièrement manifesté dans son manque de réactivité à nos demandes d'aménagements des programmes et des examens. Les personnels sont restés livrés à eux-mêmes toute l'année.

Voie pro : le mur de la réalité

La réforme Blanquer s'est traduite par une réduction des heures disciplinaires. Les dispositifs de co-intervention et de chef-d'œuvre réduisent encore le temps efficace de formation. Pour l'année 2021-2022, l'aménagement de la co-intervention en terminale témoigne de l'essoufflement de ce dispositif et va renforcer encore plus la mise en concurrence des disciplines. Cette modification confirme les analyses de la CGT, **les dispositifs imposés par le ministre (co-intervention et chef-d'œuvre) sont des échecs.**

À la rentrée 2021, la mise en place de la dernière vague de « familles de métiers », avec des compétences communes à plusieurs Bac en 2^{nde} aggravera encore la déspecialisation. Ces familles de métiers n'améliorent pas l'orientation des élèves. En fin de seconde, leur choix est très contraint par la carte des formations de l'établissement. La suppression, depuis des années, de nombreuses spécialités dans les lycées professionnels ne permet pas un choix véritable. **L'orientation sera moins lisible et encore plus subie.** Cela va accentuer la mise en concurrence des établissements et des spécialités et favoriser l'apprentissage.

Cette réforme est aussi comptable. En GA, le plan social se poursuit. Dans les lycées professionnels, de nombreux postes sont supprimés et partiellement remplacés par des heures supplémentaires. L'autonomie des établissements permet la transformation en HSE des heures dévolues au chef-d'œuvre. Cette multiplication des HSE **est une attaque de plus contre le statut et un pas supplémentaire vers l'annualisation.**

**Nous avons d'autres ambitions pour la voie pro !
Pour compenser les deux années scolaires perturbées,
nous avons des exigences pour la rentrée prochaine !**

Un « Grenelle » pour rien ?

Depuis des années, le point d'indice est gelé, le pouvoir d'achat s'est érodé. Comme l'attractivité du métier en souffre, les personnels s'étaient vu promettre une « revalorisation historique ». Les conclusions issues des ateliers du Grenelle de l'Éducation sont enfin connues. Le ministre développe sa vision ultralibérale de l'École avec son goût pour l'aspect « managérial ». Il n'y aura pas de « revalorisation historique », mais une opération pièce jaune, avec des contreparties inacceptables. Il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice, mais un nouveau recours à l'indemnitaire. Cela augmentera les injustices, principalement les inégalités femmes-hommes.

La CGT refusera toute tentative de s'attaquer aux statuts des personnels, d'augmenter leur charge de travail et de dégrader encore un peu plus leurs conditions de travail.

Apprentissage : attention danger !

Pendant la crise sanitaire et sociale, le gouvernement a continué sa politique de destruction de la formation professionnelle. L'Éducation nationale et le ministère du Travail ont lancé un nouveau site « inser'jeunes ». Pour chaque formation envisagée, ce nouveau site met principalement en avant les taux d'insertion à court terme (dont on sait pourtant qu'ils sont biaisés en faveur de l'apprentissage). De nombreuses données sont invisibilisées, notamment les taux de rupture de contrat. Le gouvernement, aveuglé idéologiquement, continue, au mépris des réalités, à favoriser l'apprentissage dans sa politique pour la formation professionnelle.

Le lycée professionnel est pourtant la solution. En effet, il scolarise tous les jeunes contrairement à l'apprentissage qui est discriminatoire, et en plus on y réussit mieux, on s'y oriente mieux, on y poursuit mieux ses études. Même l'insertion professionnelle est meilleure à long terme pour les jeunes qui ont eu une formation initiale sous statut scolaire.

Malgré les aides supplémentaires pour les entreprises (5 000€ pour un·e mineur·e, et 8 000€ pour un·e majeur·e), des dizaines de milliers de jeunes se retrouvent sans contrat. **Alors que plus d'un milliard a été dépensé pour la promotion de l'apprentissage, la voie professionnelle scolaire se contente d'effets d'annonce et de miettes ! La CGT Éduc'action exige toujours un véritable plan d'urgence pour la voie professionnelle !**

La CGT Éduc'action met en garde contre la mise en œuvre du mixage des publics au sein de la voie professionnelle qui ne pourra se faire massivement qu'en annualisant le temps de travail des PLP.



Rentrée de septembre 2021 : exigeons un plan d'urgence pour la voie pro !

- ◆ abrogation de la réforme, suppression des dispositifs (chef-d'œuvre et co-intervention) et restitution des heures disciplinaires ;
- ◆ réduction des effectifs : 20 élèves par classe en Bac pro et 12 en CAP ; des moyens pour dédoubler.
- ◆ utilisation des heures d'AP pour l'enseignement disciplinaire. L'orientation doit rester l'apanage des PsyEN dont c'est le métier !
- ◆ titularisation immédiate de tou·tes les contractuel·les sans conditions de concours ni de nationalité ;
- ◆ réintégration des lycées dans une carte élargie de l'Éducation Prioritaire ;
- ◆ revalorisation salariale immédiate de 400 €, hausse de la valeur du point d'indice et des grilles indiciaires.



L'intérêt de la voie pro et des PLP : la CGT !